

Contre toute logique scientifique, pourquoi le CO2 est-il devenu l'ennemi public numéro 1 ?



[Source : lesalonbeige.fr]

Cet article fait suite, dans l'ordre, à :

Le GIEC pour les nuls

Le réchauffement climatique anthropique fait consensus à 97 %.

Vraiment ?

Y a-t-il un complot pour faire taire les opposants au GIEC ?

Le climat mondial se réchauffe-t-il ?

et CO2, accusé levez-vous !

Par **Jacques Laurentie**,

Ingénieur, auteur (*Un autre son de cloche*, et *Face aux miracles* – à paraître –, édition Téqui)

Voilà une question pertinente !

Pourtant, comme nous l'avons vu au chapitre 5 de cette conférence, le dioxyde de carbone n'a quasiment aucune influence négative sur le climat. Cet état de fait est lié au principe de saturation en absorption (le CO2 absorbe déjà presque 100 % des émissions thermiques terrestre, c'est une disposition naturelle de ce gaz), ainsi qu'à sa plage d'action dans l'infrarouge (soit +/- 10 % de la plage totale de l'émission de chaleur terrestre, contre 60 % pour l'eau). Cela relevant de principes physiques immuables, le GIEC se positionne sur d'autres arguments, dont principalement l'effet déclencheur du CO2 (effet domino, cf. chapitre 5), qui pour le moment ne semble pas vouloir s'initier...

En dépit de ces éléments factuels, depuis la fin du XXe siècle nous faisons face à une véritable hystérie face à ce gaz pourtant nécessaire à la vie ! Tout est indexé sur le carbone, certains de nos impôts, certains de nos achats, et demain, la tentation d'un « Passe carbone », comme nous avons eu

un « Passe sanitaire », est plus que jamais d'actualité.

Mais que s'est-il donc passé pour que les pays occidentaux passent ainsi d'une vérité scientifique (le CO2 ne peut pas être responsable d'une variation de température à la hausse), à un dogme ? Pourquoi une telle focalisation sur le carbone, à tel point que l'on parle maintenant « d'énergie décarbonée », pour évoquer les productions non fossiles ?

C'est une partie qui se joue en trois temps.

Pour y répondre, nous devons faire un saut dans le passé...

Dans les années 1970, certes il y a des hippies et des utopies écologistes, mais le réchauffement du climat n'est pas un sujet à la mode. Pire, comme expliqué précédemment (chapitre 5), les quelques études confidentielles alors menées démontrent la probable arrivée d'une nouvelle ère glaciaire. Cependant, mis à part quelques journaux, personne ne donne vraiment crédit à ces allégations, et les universités américaines (et du reste du monde), ne sont pas financées pour travailler sur ce sujet. De plus, les écologistes d'alors, sont perçus comme de doux rêveurs, pas dangereux, et dont le prosélytisme est mesuré. Ces gens sont minoritaires, anarchistes et pas, ou peu, organisés.

Ce n'est qu'à la fin de cette décennie, en 1979, lors d'une conférence sur le climat, qu'un rapport([1] https://www.lemonde.fr/planete/article/2009/12/28/des-1979-le-rapport-charney-annoncait-le-rechauffement-climatique_1285427_3244.html)), celui de G Charnay fait état d'un possible réchauffement en fonction de la concentration de CO2, reprenant sur le principe certains travaux antérieurs à des siècles comme le XVIIIe, où les théories relevaient souvent plus de l'intuition que de la mesure effective. Cette étude est à l'époque totalement isolée et sans grand intérêt. Elle ne sera déterrée que quelques années plus tard, pour servir « la cause » selon l'expression consacrée par des membres du GIEC tel que révélé lors du Climat-gate (cf. Chapitre 1). Cependant ce premier lien « officiel », entre climat et CO2, qui aurait dû rester dans les oubliettes de l'Histoire, va servir d'arme politique dans les années 1980 pour résoudre un conflit interne opposant le gouvernement anglais et des syndicats.

En 1984, a lieu en Angleterre, la grève la plus dure et la plus longue de l'histoire moderne de ce pays([2] https://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ve_des_mineurs_britanniques_de_1984-1985#:~:text=La%20gr%C3%A8ve%20fut%20l%27une,pertes%20financi%C3%A8res%20etant%20tr%C3%A8s%20importantes))). Cette grève durera un an, jusqu'en mars 1985 (<https://www.lesechos.fr/2018/07/1984-1985-la-dame-de-fer-contre-les-hommes-d-u-charbon-1120320>), et mobilisera le très puissant syndicat des mineurs de charbon (National Union of Mineworkers). Très puissant, car à cette époque, près de 90 % de l'électricité du Royaume-Uni dépend du charbon. La grève met le pays dans un état de tension inégalé, aussi bien pour les entreprises que les particuliers qui ont besoin d'électricité. Et les négociations sont difficiles, car le gouvernement n'a que très peu de marge de manœuvre, le

syndicat tenant le pays à la gorge. En ces années le Premier ministre est Margaret Thatcher, qui lors de sa campagne politique avait évoqué la nécessité de diminuer le pouvoir nuisible des syndicats, et ces derniers ne se privent pas de lui faire payer ses positions. Une fois aux affaires, le gouvernement Thatcher fait le constat amer de son impuissance face à ce type de menace. Certains éditorialistes couvrant les événements disent alors que le syndicat des mineurs « pose un revolver sur la tempe du gouvernement »... Un bras de fer s'engage, il est féroce, les manifestations se solderont par 9 morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés ! Le gouvernement se dit en guerre contre les syndicats, et va jusqu'à supprimer les aides sociales aux familles des grévistes. Mais, au bout du compte, le gouvernement doit céder !

À la fin de la grève, Mme Thatcher va tout mettre en œuvre pour abattre le syndicat des mineurs. Et cela passe nécessairement par le fait de diminuer la dépendance de son pays au charbon.

Le gouvernement anglais souhaite alors se tourner vers le nucléaire. En 1984, il n'existe aucune centrale sur le sol anglais. En fait seule une est en construction à titre de test, à Dungeness, et qui sera exploitée par EDF en avril 1985. Mais, en ce milieu des années 80, le nucléaire n'a pas bonne presse. Les mouvements écologistes s'organisent en partis politiques et le nucléaire est l'ennemi à abattre (souvenez-vous de l'autocollant jaune avec un soleil rouge en son centre et le slogan « Nucléaire bon merci » édité à la fin des années 1970, et qui existe toujours !). Dès lors, faire accepter à l'opinion publique la construction de centrales nucléaires s'avère être un challenge politique de taille !

Qu'à cela ne tienne, des communicants planchent sur le moyen de faire basculer l'opinion des Anglais. L'idée est de trouver un danger plus important que celui du nucléaire tel que ressenti dans l'imaginaire collectif de la population. L'axe est rapidement identifié, la production d'électricité via le charbon rejette massivement du CO₂, alors que les centrales nucléaires n'en rejettent pas (en fait très très peu). Et selon certains scientifiques, dont naturellement Charnay, le CO₂ pourrait mettre la Terre en péril en modifiant la température et donc le climat. D'un côté un risque d'irradiations mortelles, mais localisées. De l'autre un risque de mort de toute l'humanité. C'est cette piste qui va être exploitée. Ne reste plus alors qu'à convaincre du danger supposé du CO₂...

Problème, pour le grand public ce gaz ne revêt pas un caractère dangereux, bien au contraire, il est source de vie pour les plantes ! A chaque problème sa solution : l'Angleterre va alors généreusement financer des centres de recherches universitaires et des laboratoires, pour qu'ils mettent en avant les effets nocifs du CO₂. Puis, dans le même temps, elle va faire tout un travail de lobby auprès de l'ONU pour que soit créée une commission spéciale dédiée à ce type d'études. Non pas pour étudier le climat au sens large du terme, mais bien pour étudier les impacts des productions humaines sur le climat, avec un fort prisme sur le CO₂. Cela sera l'origine de la création du GIEC peu de temps après la fin de la grève des mineurs de charbons anglais...

Pour illustrer cette manœuvre politique, je vous renvoie à l'explication donnée par Nigel Lawson, alors secrétaire à l'Énergie dans le gouvernement Thatcher, ainsi reportée sur la page Wikipédia évoquant le GIEC :

« [...] sa motivation [il parle de Mme Thatcher] était de contrer les syndicats britanniques des mineurs de charbon tout en soutenant le nucléaire en tant que source d'énergie propre pour remplacer le charbon.([3] https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_d%27experts_intergouvernemental_sur_l%27evolution_du_climat))»

Et au discours que Mme Thatcher va tenir en 1988 (l'année de création du GIEC) à la Royal Society où elle dit :

« L'ingénierie et les progrès scientifiques nous ont donné le transport terrestre et aérien, la capacité et la nécessité d'exploiter les combustibles fossiles qui étaient restés inutilisés pendant des millions d'années. L'un des résultats est une augmentation constante du dioxyde de carbone. »([4] <https://www.margareththatcher.org/document/107346>))

Or, comme évoqué, à cette époque, le CO2 n'est pas encore la cause des maux de l'Humanité, ce n'est en tout cas aucunement un centre d'intérêt des nations, et on n'en trouve trace dans aucun discours politique (ou de façon marginale). Et là, curieusement, ou pas, Mme Tacher porte le fer contre le CO2 à six reprises durant ce discours. En faire cas ainsi dans le cadre d'une intervention politique n'est pas sans arrière-pensée.

Le GIEC se doit donc trouver une relation entre CO2 et climat. Telle est sa mission souhaitée par le puissant Empire britannique, soutenu à l'époque, pour des raisons économiques et politiques, par les USA (R. Reagan) qui voulaient maîtriser les mouvements écologistes naissants en leur opposant un organisme officiel sous l'égide de l'ONU lui-même sous forte influence des USA([5] <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/a-l-origine-quand-margareth-thatcher-et-ronald-regan-ont-cree-le-giec-148067.html>)). Les deux super puissances d'alors vont imposer leur agenda à l'ONU.

L'Angleterre dispose aujourd'hui de 18 centrales, et 2 sont en construction. Quant au syndicat des mineurs, il est réduit à portion congrue et inoffensif.

Voilà donc, de 1984 à 1988, le premier étage de la fusée.

Nonobstant cette volonté politique de produire des éléments à charge du CO2, à cette époque, ce n'est pas encore l'hystérie climato-catastrophique et collapsologue qui règne. Nous sommes pour le moment dans une manœuvre restreinte à quelques hauts fonctionnaires et élus, et à quelques cercles

d'initiés, visant à permettre à un gouvernement de reprendre la main sur la destinée énergétique d'un pays.

À la fin de l'année 1989 va arriver un événement qui va bouleverser l'Histoire du monde. Dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 novembre 1989, le mur de Berlin « tombe ». Au-delà du mur lui-même, qui est un symbole, c'est toute l'idéologie communiste qui montre son échec à répondre au bonheur des peuples, et qui, tout comme le mur, s'effondre. Les partisans communistes de nombreux pays, très majoritairement européens, se retrouvent orphelins.

Vont alors s'opérer en quelques années, dans le début des années 90, des transferts entre l'ex-parti communiste et les partis écologistes. En effet, les communistes trouvent des points de convergences avec les écologistes, notamment leur opposition commune au système dit capitaliste. Les écologistes vont ainsi voir en quelques années leurs rangs s'étoffer, et leurs méthodes s'affiner...

À la fin des années 80 début 90, les partis écologistes des différents pays ne sont pas pris au sérieux, sont désorganisés, passent pour des illuminés, et font quelques pour-cent aux diverses élections. En France, en 1988, avant la chute du mur, les écologistes n'ont aucun député, et font 0,35 % aux élections législatives([6]

<https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1988.htm>). Ils sont inexistants. Puis, les ex-communistes, bien rodés, vont s'occuper de gérer tout cela. Résultat, à l'élection législative de 1993, miracle, les deux partis écologistes font un score cumulé([7] <https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1993.htm>) de presque 8 % !

À partir de ce moment, les idées écologistes vont se répandre dans l'opinion publique, soutenues par une presse qui a souvent soutenu le parti communiste. De tout cela naîtra l'expression visant à décrire les écologistes comme des pastèques : « vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur ». Et au-delà de l'expression devenue populaire, il y a une réalité. Les partis écologistes modernes, ceux que nous connaissons aujourd'hui, qu'ils soient français ou allemands, sont les héritiers directs des partis marxistes et bolcheviks d'hier. Les idées sont les mêmes, seule la façade a été repeinte ! En l'occurrence les intérêts purement écologistes y sont souvent secondaires (cf. le Wokisme actuel porté essentiellement par ce type de parti politique).

Ces deux mouvements réunis en un, se retrouvent sur de nombreux terrains, les deux veulent abattre la société actuelle, pour la remplacer par autre chose. L'anticapitalisme est un point de convergence naturel, et les communistes identifient la lutte contre le CO2 comme un excellent moyen de nuire au système de consommation. Car, en effet, à peu près tout notre monde occidental génère du CO2 dans presque toutes ses activités. Si vous interdisez la production de CO2, alors, des usines jusqu'à l'utilisation de votre machine à laver en passant par le smartphone sur lequel vous lisez peut-être ces quelques lignes, tout s'arrête ! La lutte contre le CO2 devient une cause majeure, celle qui peut faire tomber le reste et provoquer le « grand soir ». Et tout sera mis en œuvre pour justifier cette lutte.

En 2018, ce qui reste du PCF (Parti Communiste français) de titrer sur son site([8] https://www.pcf.fr/ecologique_au_coeur_du_combat_communiste)):

« L'écologie au cœur du combat communiste. Face à un capitalisme qui exploite, avec la même vigueur, les hommes et la nature, nous opposons l'écommunisme pour protéger l'humanité du chaos et préserver la planète. »

L'écommunisme une idée, un programme, qui résume tout...

C'est là, le second étage de la fusée. La puissance décuplée des mouvements écologistes noyautés par l'idéologie et les méthodes, efficaces, communistes. La volonté qu'ont tous les révolutionnaires de faire table rase, pour reconstruire un « monde meilleur ».

Jusque-là les entreprises, surtout les multinationales, sont restées soit spectatrices du mouvement, soit ont cherché à le ralentir, principalement les sociétés en rapport avec l'énergie et les transports. En effet, à la fin des années 1990, début 2000, une pression environnementale se fait sentir, mélangeant aussi bien des dispositions visant à gérer la pollution, que des règles destinées à limiter le réchauffement climatique, « via la décarbonation », annoncé maintenant depuis une dizaine d'années (création du GIEC en 1988 et premier rapport en 1990). Or, par expérience, le monde marchand sait parfaitement que ce type de dispositions politiques débouchera inévitablement sur des taxes et des contraintes réglementaires. Et c'est ce qui va se passer.

La Taxe carbone (pour la France, mais bien entendu chaque pays a son équivalent), fiscalement dénommée « contribution climat énergie » (en novlangue on ne parle plus ni de taxes ni d'impôts, mais de contributions), et qui doit être investie dans des projets à visée climatique, rapporte à la France 35 Md d'Euros en 2019. Et seuls 20 % de cette somme([9] <https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/ou-vont-les-recettes-de-la-taxe-carbone-1132699> https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/07/comprendre-la-taxe-carbone-en-huit-questions_5394292_4355770.html)) sont effectivement affectés à des projets en rapport avec le climat. Les associations s'en émeuvent régulièrement, et la Cour des comptes de constater chaque année ce détournement de fonds. La lutte contre le climat rapporte des sommes très confortables aux États, et elles ne sont pas contestées, car qui oserait de nos jours s'opposer à un prélèvement visant à « sauver l'humanité », même si en définitive ces sommes servent à tout autre chose.

Mais revenons au début des années 2000. Donc, à cette période, les entreprises sont encore sur la réserve, la plupart sont conscientes que le mouvement éco-communiste qui se dessine vise principalement à changer de modèle de société, donc potentiellement à les faire disparaître ou plus prosaïquement à – pourquoi pas ? – les nationaliser. Mais, l'Histoire fait

que ce début de XXI^e siècle correspond aussi à une saturation conjoncturelle économique. Certes l'économie numérique performe, mais, pour le reste, les marchés ne connaissent plus de formidables performances comme celles des années d'après-guerre.

Ainsi, pour la Communauté Européenne, le taux de croissance du PIB est de : 5 % de 1960 à 1970, puis de 3,5 % de 1970 à 1980, puis de 3,2 % de 1980 à 1990 et de seulement 2,8 % de 1990 à 2000(<http://ses.ens-lyon.fr/articles/donnees-taux-de-croissance-du-pib>) (chiffres de l'École normale supérieure de Lyon filière économique). Nous sommes donc passés en quarante ans à une croissance divisée par deux ! La faute à différents vecteurs, dont le taux d'équipement des foyers impliquant un faible renouvellement des produits manufacturés. En effet, dans les années 1990, presque tous les foyers occidentaux disposent d'une ou deux voitures, d'une télévision, de mobilier, d'un réfrigérateur, d'une machine à laver, etc. Et ces mêmes foyers n'ont pas de motif rationnel pour en changer. Il faut alors des raisons ponctuelles, comme une coupe du monde de football pour doper l'achat de téléviseur, ou une prime d'État pour pousser les ventes de voitures.

L'automobile en est un exemple très parlant. Faisons un focus pour mieux comprendre le jeu des entreprises dans l'incrimination du CO₂ comme cause de tous les maux et de la fin du monde, tel qu'expliqué (rêvé) par les écologistes-communistes et leur concept « d'éco-communisme » :

Le journal économique Les Échos a étudié dans un article du 4 février 2020 l'évolution du parc automobile français (titré : Les vrais chiffres du parc automobile français), et il en ressort que le parc a connu une flambée au début des années 2000. Qu'est-ce qui peut expliquer ce phénomène ?

Comme vu précédemment, au début des événements, le monde économique est sur la réserve face aux notions de réchauffement climatique, et l'attaque en règle du CO₂ qui s'annonce. Puis dans un second temps, il va décider, non pas de s'opposer au mouvement, mais, très intelligemment, bien au contraire de l'accompagner. Dès lors, c'est à qui sera le plus vertueux, le plus eco-friendly, quitte à mentir ou à en rajouter. Grâce au marketing les citrouilles deviennent carrosses !

Ce phénomène amorcé dans les années 2000 sera appelé le « greenwashing », évoquant ainsi le fait que les entreprises, jadis polluantes (selon une certaine vision), deviennent des champions de l'écologie et de la protection du climat. Et ce pour deux raisons. D'une part sous la pression des politiques qui eux-mêmes font face à une opinion populaire, et d'autre part, car elles ont compris qu'il y avait là un excellent moyen de relancer la consommation et donc d'augmenter chiffre d'affaires et profits. Le CO₂ allait devenir un excellent levier économique...

Le capitalisme a traversé tous les âges grâce à son incroyable capacité d'adaptation, c'est ce qui définit un système intelligent.

Dans les années 80, les constructeurs automobiles mettent en avant les

performances de leurs voitures. C'était l'époque des GTi ! Lors du lancement de la Renault 21 Turbo en 1987, les journalistes sont invités sur un circuit automobile, et dans le dossier de presse se trouve un chronomètre gracieusement offert. Cette voiture est rapide, très rapide, et c'est pour cela qu'il faut l'acheter. Dans le courant des années 1990, la communication est plus axée sur la sécurité et le confort, sont mis en avant les équipements comme l'airbag, l'ABS, la climatisation, ou encore les aides électroniques. Puis, à compter de 2005 environ, le marketing change, les voitures deviennent « propres », « écolos ». Volkswagen annonce des taux de CO2 très bas, incroyablement bas, c'est un argument marketing (on saura plus tard qu'ils ont triché). Dans ses brochures publicitaires, Mercedes définir sa nouvelle classe C comme « Pur et sensuel ». Qu'est-ce qu'une voiture « pure » ? On ne sait pas, mais ce mot raisonne en nous comme quelque chose de bien, de propre, qui ne pollue pas.

Les consommateurs que nous sommes ne doivent plus avoir envie d'acheter une voiture pour ses performances, non, ils se doivent d'acheter une voiture pour être un bon citoyen eco-vertueux. Et pour cela, il nous est fait injonction de se débarrasser de notre « vieille » voiture. Le système mis en place par le monde mercantile fonctionne, et de nombreux foyers changent de voitures, principalement entre 2000 et 2010, d'où le pic constaté dans l'enquête... Et l'État accompagne ce mouvement en mettant « la main à la poche ».

Les subventions massives, des éoliennes, des panneaux photovoltaïques, des véhicules électriques (pourtant tout aussi polluantes que leurs congénères thermiques([11] Cf. reportage Arte intitulé : « La face cachée des énergies vertes » publié en 2021.))), et autres systèmes « verts », sont une des stratégies poussées par le monde économique pour trouver des relais de croissance à moindre coût. Business is business ! La presse qui fait, et défait, les opinions, veut du « green », pas de problème, elle va en avoir. Et dans le même temps, l'argent va couler à flots (nos impôts et taxes)...

En un mot comme en cent, le monde entrepreneurial va monter dans le bateau, et à son tour, faire le nécessaire pour charger le CO2, car là est son intérêt. Dès lors, les consommateurs doivent remplacer leurs équipements par une version qui produit moins de CO2. Le marché se réouvre !

Il est bien entendu que les marchés ainsi relancés rapportent bien plus que ne coûtent les taxes, c'est là l'équilibre subtil et existentiel de l'économie de marché depuis l'antiquité ! De la main droite l'État perçoit des taxes carbone, et de la main gauche, il subventionne abondamment l'achat de nouveaux produits ou de systèmes énergétiques, éolien et solaires, dont les rendements techniques sont déplorables, mais encouragés par le législateur. Là encore, comme les politiciens, nombre d'entreprises s'adaptent pour gagner le plus d'argent possible, peu importe si c'est un non-sens et si la nation paiera à moyen terme ces erreurs stratégiques.

Les grands groupes d'énergies (Total, Shell, BP, Dana Petroleum, EDF, Chevron, etc.) donnent de l'argent, beaucoup d'argent, aux universités, aux laboratoires, organisent des conférences, financent des études. Comme les

États ils ne croient pas à un monde décarboné, car cela n'est pas possible, mais ils favorisent leurs marchés respectifs afin de vendre leurs solutions qui sont, naturellement, toutes validées, moyennant quelques tours de passe-passe, comme eco-friendly. Au pied du mur et sous la pression d'entreprises du secteur énergétique (dont l'éolien), en 2022, l'Union Européenne ira jusqu'à classer le gaz parmi les énergies « vertes », alors même que quelques mois au paravent, ce même gaz était vilipendé, car fossile et producteur massif de CO2. En effet, l'intermittence des turbines éoliennes implique sur plus de 70% du temps un recours à un autre moyen de production électrique, sans gaz, pas d'éoliennes, l'équation est cruelle.

Une très importante part des émissions de CO2, peut-être la première, est due au monde informatique et plus précisément aux fermes de serveurs([12] Le magazine Futura science : « Data centers et cloud computing émettent trop de CO2 selon Greenpeace ».), à travers les dizaines de milliers de Datacenter répartis un peu partout sur la planète. Le premier détenteur de Datacenter est la société Alphabet, qui est la holding qui détient Google corporation. En 2020, Google a annoncé([13] https://www.challenges.fr/green-economie/google-verdit-ses-data-centers-et-vise-le-zero-en-carbone-en-2030_728228)) viser la « neutralité carbone » pour 2030. Google entend y arriver en utilisant de l'énergie dite verte, même si cela ne correspond à rien (une éolienne ou du photovoltaïque sont également émetteurs de CO2 et dépendent de matériaux fossiles), en compensant par l'achat de dettes carbone, et la création de puits à carbone. Dans les faits, il n'y a aucune diminution de la production de CO2 de prévue...

Mais au fond, qui s'en préoccupe ? L'annonce fait son effet, les jeunes qui défilent pour le climat peuvent donc continuer d'utiliser en masse les services Google, échanger sur les réseaux sociaux, acheter des vêtements à l'autre bout du monde, et en définitive, émettre un paquet de CO2, ce gaz qu'ils maudissent, du haut de leurs 12 ou 15 ans, alors même qu'ils n'ont pas commencé leur vie de consommateurs actifs ! Lors d'une conférence scientifique donnée le 6 mai 2019([14] Disponible sur Youtube)), le scientifique Laurent Alexandre a qualifié cette annonce de Google de « plaisanterie ». Du greenwashing qui fait vendre, de l'anti-CO2 qui permet d'augmenter les affaires...

Autre anecdote concernant le monde entrepreneurial : vous avez pu noter que le célèbre logo de la chaîne de restauration rapide Mc Donald's, qui était rouge et jaune depuis son origine, connu ainsi dans le monde entier, est devenu vert et jaune à la fin de l'année 2009. Presque toutes les entreprises du monde, dans les années 2000 à 2010, ont introduit à un moment ou un autre du vert dans leur logo ou leur communication. Le but étant de ne pas ralentir les ventes et surtout, pour nombre de marchés, de relancer les ventes. Le monde politique et médiatique veut des entreprises vertueuses qui mettent un genou à terre face au terrible CO2 ? Très bien, si cela permet de vendre plus, les entreprises verdiront leur logo et mettront un genou à terre. L'argent n'a pas d'odeur...

Voilà donc le troisième étage de la fusée, le monde économique qui participe

à la charge en règle contre le CO₂, à des fins mercantiles.

Ajoutez à tout cela que depuis environ 50 ans, les politiques de divers pays ont, comme le rappelle Laurent Alexandre (conférence donnée le 21 mai 2019 sur la transition énergétique visible dans son intégralité sur YouTube), des connaissances insuffisantes en sciences pour comprendre ce qui se passe réellement, et, ne font plus qu'arbitrer les pressions. C'est à qui criera le plus fort ou fera le plus peur. Les politiques gouvernementales réagissent à chaud, en prenant en compte le dernier avis diffusé et surtout le discours le plus catastrophique, n'étant pas en mesure de le relativiser. Et au jeu de la pression, les partis écologistes sont très forts, jouant sur la corde sensible de la protection de la nature et des animaux, le tout baigné d'une idéologie New Age où il faut sauver Gaïa la Terre mère. Ce discours qui met en joue le capitalisme et les réussites sociales, plaît à une majorité de médias et raisonne facilement au sein de la population. Dès lors, le politique suit le sens du vent, sans rien comprendre aux rapports du GIEC qu'ils ne considèrent pas forcément plus que ça, mais qui lui sert de socle moral. Et là encore, le CO₂ est un coupable facile, il est donc de bon ton de fonder toute politique sur son éradication, ce qui serait à n'en pas douter très problématique([15] Au cours du XXe siècle, la concentration de CO₂ n'a baissé que 2 fois. Après 1929 où suite au krach boursier nombre d'activités de production se sont arrêtés, et en 1945, où la chute industrielle de l'Allemagne et du Japon a provoqué cette diminution. Autrement dit, si nous devons suivre les recommandations du GIEC (Groupe 3), et diminuer d'au moins 30% les émissions de CO₂ d'ici 2050, cela passerait soit par une guerre mondiale, soit par un krach boursier mondial, à priori, il n'existe pas d'autres voies...))!

Comme déjà évoqué au chapitre précédent, le premier des GES (Gaz à effet de Serre) est l'eau (H₂O), mais, reconnaissez que si les États avaient taxé massivement l'eau, il aurait été difficile d'obtenir une adhésion populaire, et les partis politiques auraient craint pour leurs élections. Sans même parler d'interdire l'eau ! De plus, l'eau ne touche pas l'ensemble de la chaîne économique mondiale ce qui rend ce gaz moins « coupable ». Les autres GES, comme l'Ozone, ou le Méthane, sont moins produits par les traitements humains (mais bien plus important dans l'effet de serre que le CO₂). Bref ! il ne restait plus que le CO₂ sur la liste des suspects (souvenez-vous que l'objet initial du GIEC n'est pas d'étudier le climat, mais bien d'étudier l'influence humaine sur le climat, nuance qui a son importance). Et comme le dit le dicton populaire « quand on cherche, on trouve ». Les chercheurs financés presque sans limites, et soigneusement sélectionnés (le GIEC ne référence qu'une centaine de laboratoires parmi les milliers à travailler sur ces sujets, écartant les résultats jugés « non conformes ») ont trouvé ce qu'on leur demandait de trouver.

Au début des années 2000 il circulait une plaisanterie dans les milieux de la recherche universitaire, consistant à dire que pour obtenir un financement il suffisait de mettre le mot « CO₂ » dans l'intitulé de l'objet de la thèse ou du sujet de recherche, même si cela parlait d'art ou de trombone. Un mot de passe magique !

Le tout a été porté par un biais idéologique qui a déformé en quelques décennies la pensée écologique des années 60 et 70. A ce sujet, il est intéressant de noter un livre, qui a fait grand bruit, édité en décembre 2020, aux éditions de l'artilleur : « Confessions d'un repentir de Greenpeace », écrit par Patrick Moore. Vous ne savez pas qui est Moore ? Eh bien tout simplement le fondateur de Greenpeace... Rien d'autre que la plus grande association mondiale écologiste. Dans cet ouvrage, Moore dénonce la dérive politique de Greenpeace et d'une façon plus large des ONG écologiques, y compris le GIEC. Le fondateur de Greenpeace d'expliquer que les mouvements qui prétendent défendre l'écologie, le climat, la biodiversité, se sont, dans leur très grande majorité, éloignés de la science, pour imposer des idéologies, et faire de la nature une religion. Ces principes ont permis l'émergence d'un courant de pensée extrémiste, qui a fait le lit de ce que nous connaissons aujourd'hui à travers la chasse au CO2 et donc à toutes les activités humaines. Le CO2, qui n'avait rien demandé et grâce à qui nous existons, est coupable, et à travers lui, toute l'Humanité...

Voilà, succinctement résumé pourquoi et comment nous sommes arrivés à une telle hystérie, comme le disent le scientifique Laurent Alexandre et le philosophe Michel Onfray. Il n'y a aucun complot au sens traditionnel du terme, mais des convergences d'intérêts, une idéologie post-révolutionnaire, et une lâcheté d'une partie du monde politique et scientifique. Si la population avait un niveau en science suffisant, les discours alarmistes concernant le climat n'auraient pas percé dans l'opinion, mais, tel n'est pas le cas, c'est même tout le contraire, le niveau de connaissance de nombreux pays ne cesse de baisser année après année. Si bas qu'une jeune fille dont le niveau scolaire est celui du collège vient donner son opinion sur le sujet, et qu'une partie de la classe politique mondiale s'agenouille. En résumé, nous faisons face à une déchéance intellectuelle de nos sociétés, plus qu'à un risque climatique avéré.

La semaine prochaine, nous verrons s'il y a vraiment chaque année plus de catastrophes naturelles dues au réchauffement climatique...
